NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/1057
14 octobre 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 12 OCTOBRE 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU SOUDAN AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Je vous prie de trouver ci-joint un article de l'agence Reuters, daté du 12 octobre 1999, intitulé "Un Sénateur des États-Unis d'Amérique s'interroge sur le bombardement de 1998 au Soudan" (voir annexe).

Il est dit dans cet article que le Président de la Commission du Sénat chargée du renseignement avait déclaré mardi, après un exposé d'information de la CIA, qu'il continuait à s'interroger sur la qualité des renseignements qui avaient porté les États-Unis à bombarder la société pharmaceutique Al-Shifa au Soudan l'an dernier, de même que sur le moment choisi pour cette attaque. Il a déclaré notamment : "J'ai encore des doutes sur le moment choisi pour la réaction des États-Unis et je suis préoccupé aussi par la qualité des renseignements utilisés".

Cette déclaration du Président de la Commission du Sénat chargée du renseignement est une preuve supplémentaire du caractère peu convaincant des prétextes avancés par les États-Unis pour tenter de justifier le bombardement de l'usine d'Al-Shifa, qui ne reposaient sur aucun élément matériel et procédaient de renseignements erronés et fallacieux.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Elfatih ERWA

ANNEXE

Un sénateur des États-Unis d'Amérique s'interroge sur le bombardement de 1998 au Soudan

Article de l'agence Reuter daté du 12 octobre 1999 à 22 h 11

Un sénateur des États-Unis d'Amérique s'interroge sur le bombardement de 1998 au Soudan

Tabassum Zakaria

Washington, le 12 octobre (Reuter) — Le Président de la Commission du Sénat chargée du renseignement a dit mardi, après un exposé d'information de la CIA, qu'il continuait à s'interroger sur la qualité des renseignements qui ont porté les États-Unis à bombarder une société pharmaceutique au Soudan l'an dernier, de même que sur le moment choisi pour cette attaque.

"Nous avons tenu aujourd'hui une audition privée sur la situation concernant Al-Shifa", a déclaré Richard Shelby, Président de la Commission du Sénat chargée du renseignement (Al-Shifa est le nom de la société pharmaceutique bombardée au Soudan).

"Le moment choisi pour la réaction des États-Unis me gêne, et je suis préoccupé par la qualité des renseignements utilisés", a-t-il déclaré après un exposé à huis clos de George Tenet, directeur à la CIA.

Les États-Unis ont utilisé des missiles de croisière en août 1998 pour détruire l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa située près de Khartoum, faisant sept blessés, dont l'un est décédé par la suite. Ils ont bombardé également une région d'Afghanistan où ils pensaient que se trouvait un camp de base des partisans d'Osama bin Laden, un Saoudien exilé.

Les deux bombardements des États-Unis étaient une riposte aux bombes qui avaient explosé le même mois dans les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie, faisant au moins 226 morts et plus de 4 000 blessés. Les États-Unis ont accusé bin Laden d'avoir organisé ces attaques.

Les États-Unis avaient pris pour cible la société pharmaceutique soudanaise à cause d'un échantillon de terre contenant de l'Empta, qui est un des ingrédients du gaz neurotoxique appelé agent VX.

Les dirigeants américains avaient décidé de bombarder cette usine en se fondant sur des renseignements émanant des services américains, selon lesquels l'Empta ne serait utilisé que dans la formule iraquienne de fabrication de l'agent neurotoxique VX, et les personnes se trouvant à l'usine auraient été des Iraquiens liés à la fabrication d'agent VX, dont l'Iraq est soupçonné.

Le rapport avec bin Laden était plus indirect, mais les États-Unis estiment que le millionnaire saoudien aurait cherché à mettre sur pied contre eux une autre opération d'envergure.

Le Soudan, et ceux qui ont critiqué le bombardement, ont dit que l'usine ne fabriquait que des médicaments. Les États-Unis ont débloqué en mai les avoirs américains de Saleh Idris, le propriétaire de l'usine, ce qui, selon l'avocat de ce dernier, indiquerait qu'il n'y avait aucune preuve qu'il soit lié à un groupe terroriste.

Le moment choisi pour le bombardement avait été contesté par des observateurs critiquant le Président Clinton, qui aurait peut-être cherché selon eux à détourner l'attention du scandale causé par la révélation publique de sa liaison avec Monica Lewinsky, à la suite de laquelle il avait fait l'objet d'une procédure en destitution.

Quand on lui a demandé s'il jugeait injustifié le bombardement de la société pharmaceutique au Soudan, Richard Shelby, sénateur républicain de l'Alabama, a répondu : "Non, je ne dirais pas injustifié. J'ai simplement dit que j'étais préoccupé par le moment choisi et la qualité des renseignements".

Deux autres sénateurs ayant assisté à l'exposé de la CIA ont dit catégoriquement que le bombardement était justifié.

Robert Kerrey, sénateur démocrate du Nebraska, qui est Vice-Président de la Commission, a reconnu que le moment choisi pouvait produire une impression malheureuse dans l'opinion, mais a estimé que le bombardement était justifié.

"Le contexte pouvait faire problème, le bombardement survenait juste après la déposition du Président (sur l'affaire Lewinsky), et il y avait ce film 'Wag the Dog', et on s'est beaucoup interrogé post-factum". Le film imaginait un complot visant à détourner l'attention du scandale causé par une liaison présidentielle en lançant les États-Unis dans un conflit étranger.

"Mais les États-Unis avaient bel et bien essuyé une attaque", a ajouté le sénateur Kerrey. "Nous savons que le Soudan appuie le terrorisme, nous savons qu'il accueille des gens qui nourrissent des intentions hostiles à l'encontre des États-Unis, et nous voyons là des liens suffisants, je pense, pour conclure que la cible était raisonnablement choisie".

John Chafee, sénateur républicain du Rhode Island, a déclaré après l'audition qu'il avait toujours jugé le bombardement justifié.